

N° : 61 871

Date : 20 MARS 2023

**Objet : Le Bal de Promotion organisé par l'association BDE EGC**  
**Dérogation à l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et à l'arrêté municipal n° 22353 du 22 mai 2000 relatif à la lutte contre le bruit, à l'occasion de la manifestation et du service de boissons le vendredi 24 mars 2023.**

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1311-2, L.1312-1, L.1312-2, L.1421-4 et L.1422-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1 et L.2212-2,

VU le Code Pénal et notamment ses articles R.610-5 et R.623-2,

VU la loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit,

VU le décret n° 95.409 du 18 avril 1995 relatif aux agents de l'Etat et des communes missionnés et assermentés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions relatives à la lutte contre le bruit,

VU l'Arrêté Ministériel du 10 mai 1995 relatif aux modalités de mesures contre le bruit de voisinage,

VU l'Arrêté de Monsieur le Préfet de l'Ain du 12 septembre 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et notamment son article 3,

VU l'Arrêté de Monsieur le Préfet du 15 décembre 2016 relatif aux débits de boissons et notamment son article 10,

VU l'Arrêté Municipal n° 22353 du 22 mai 2000 relatif à la lutte contre le bruit et notamment ses articles 4-1 et 4-2,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer, d'une part les animations sonores, et d'autre part le service de boissons, à l'occasion du **Bal de Promotion** organisé par l'association **BDE EGC** le **vendredi 24 mars 2023 de 20h30 à 02h30** à l'Espace du Lac, 665 Chemin de Curatafray à Bourg-en-Bresse.

## ARRETE

### ARTICLE 1

En dérogation, d'une part à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2008, 1<sup>er</sup> alinéa, et d'autre part à l'article 4.1. de l'arrêté municipal du 22 mai 2000, et en application de l'article 3, avant-dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2008, et de l'article 4-2 de l'arrêté municipal du 22 mai 2000, seront autorisées, à titre exceptionnel, les animations sonores à l'occasion du **Bal de Promotion** organisé par l'association **BDE EGC** le **vendredi 24 mars 2023 de 20h30 à 02h30** à l'Espace du Lac, 665 Chemin de Curatafray à Bourg-en-Bresse.

## **ARTICLE 2**

L'association **BDE EGC** est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du groupe 3 (Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'exclusion de toute boisson alcoolique des autres groupes, à l'occasion du **Bal de Promotion** organisé le **vendredi 24 mars 2023 de 20h30 à 02h30** à l'Espace du Lac, 665 Chemin de Curatafray à Bourg-en-Bresse.

## **ARTICLE 3**

L'association **BDE EGC** devra prendre toutes mesures afin d'éviter que des personnes ne se trouvent en état d'ébriété à l'occasion du fonctionnement de ce débit de boissons temporaire.

## **ARTICLE 4**

Aucune boisson alcoolisée ne devra être servie aux mineurs.

## **ARTICLE 5**

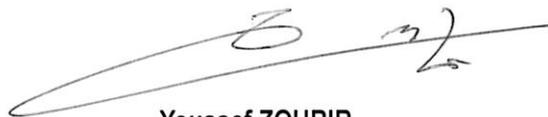
L'association **BDE EGC** devra impérativement tenir le présent arrêté à la disposition des services de Police ou de tout autre service d'État compétent pour contrôler l'activité en faisant l'objet.

## **ARTICLE 6**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, 4 rue des Remparts à 01000 Bourg-en-Bresse,
- au demandeur.

Pour le Maire,  
le Directeur Général Adjoint des  
Services aux Habitants



Youssef ZOUBIR

**Délais et voies de recours** : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la ville de Bourg-en-Bresse dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois, vaut décision implicite de rejet. Un recours peut être également introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03 ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans le délai maximum de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, ou du rejet du recours gracieux par la Ville de Bourg-en-Bresse.